



Semtembre, 2013

Sommaire

SOCIETE

► World happiness report 2013

(P.1-2)

SCIENCES & TECHNIQUES

► La dynamique 'internet : Prospective 2030

► Foresight in Governments: Practices and Trends around the World

(P. 2-4)

ECONOMIE

► Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement

(P. 4)

ENVIRONNEMENT

► La diplomatie scientifique au service d'une meilleure gestion de l'eau pour l'agriculture, à l'heure du changement climatique

► Screening Study: Ranking Port Cities with High Exposure and Vulnerability to Climate Extremes

► Historic and future increase in the global land area affected by heat extremes

(P. 5-7)

POLITIQUE

► Refaire l'Europe : Esquisse d'une politique

(P.7)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► World happiness report 2013/ Organisation des Nations Unies, 2013

Source:

http://unsdsn.org/files/2013/09/WorldHappinessReport2013_online.pdf

Tags : | Société | Bonheur | Bien-être | Développement Humain | Santé mentale | Confiance |

Ce rapport mesure le bien-être des individus et dresse un classement mondial des pays les plus heureux. Il met l'accent sur une panoplie de facteurs fondamentaux à l'appui du bonheur dont notamment le PIB réel par habitant, l'espérance de vie, l'absence de corruption.

Le bien-être constitue un facteur majeur au développement économique et social. Le rapport expose des mesures pour une utilisation efficace et optimale du bien-être permettant par la suite d'évaluer le progrès des sociétés. De plus, il établit un classement du bonheur par pays et décrit les mutations du bonheur à l'échelle nationale et régionale.

Ce rapport analyse les données clés sur le bonheur en examinant ses tendances et ses évolutions. En outre, le rapport fait des liens avec d'autres grandes initiatives ayant pour objectif l'évaluation du bien-être, y compris celles pilotées par l'OCDE et le rapport sur le développement Humain du PNUD.

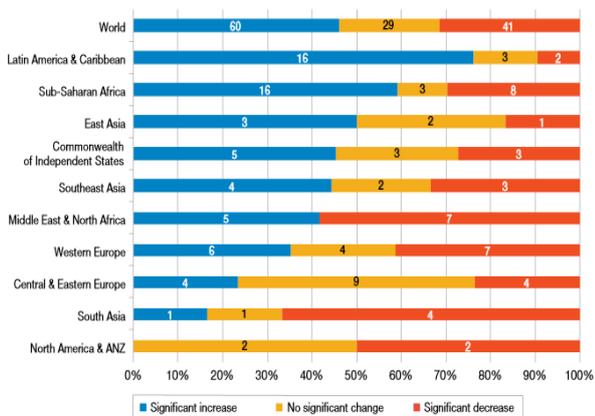
Le Danemark, la Norvège, la Suisse, les Pays-Bas et la Suède viennent en tête du classement. Sur une échelle de 0 à 10, la note moyenne dans plus de 150 pays analysés est de 5,1. Le rapport énumère les six principaux facteurs qui déterminent la perception du bien-être dans un pays : PIB réel par habitant, couvertures sociales, l'espérance de vie en santé, l'absence de corruption, la liberté dans les choix de vie et surtout la liberté politique.



Le rapport met en relief également les grandes mutations inhérentes au bien-être et au bonheur au sein des pays. Pour les 130 pays analysés dans ce rapport, le bonheur a atteint des seuils remarquables dans plus de 60 pays et a connu, par ailleurs, une baisse dans plus de 40. A titre d'illustration, l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine ont enregistré des gains notables de bonheur durant ces 5 dernières années.

Source : UNSDSN, 2013

Figure 2.5: Countries with Rising and Falling Happiness: 2005-07 and 2010-12



La santé mentale vient en tête des facteurs qui déterminent le niveau du bonheur des populations. Environ plus d'un tiers des populations des pays riches souffrent des maladies mentales (dépression, troubles anxieux, psychose, etc.). Un accès plus généralisé aux traitements psychologiques augmenterait de façon notable le niveau de bonheur dans le monde.

Le rapport rappelle les principaux effets bénéfiques du bonheur. Il souligne que les populations heureuses vivent plus longtemps, sont plus productives en milieu du travail, gagnent plus d'argent et sont de meilleurs citoyens. Enfin, le rapport propose de rehausser le bien-être pour son importance en soi, mais aussi pour ses effets positifs et préconise, entre autres, la nécessité pour les décideurs publics d'intégrer efficacement le mieux-être au processus décisionnel, ce qui se répercuterait

sur le développement durable partout dans le monde.



SCIENTES & TECHNIQUES

► **La dynamique d'internet. Prospective 2030/** Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective de France

Source :

<http://www.strategie.gouv.fr/content/etude-dynamique-internet-2030>

Tags : Techniques | Internet | Cyberspace | NTIC | Numérique | Economie numérique | Prospective |

Cette étude retrace les tendances liées au monde du cyber-espace, les ruptures que suscitent sa croissance quasi exponentielle ainsi que les tensions que provoque un tel développement dans la société.

Selon cette étude, les changements potentiels découlant de cette nouvelle évolution technologique sont si profonds. Ils nous propulsent la société aux portes d'un cybermonde qui serait de plus en plus connecté entre machines, capteurs et robots. Cette nouvelle ère, marquée par l'irruption de nouvelles plateformes matérielles et applicatives (robots, smart car, smart home, smart city, smart grid, smart body.) laisse augurer d'une transformation radicale des rapports sociaux, en termes d'autonomie, de décision et de responsabilité.

Internet, l'innovation la plus marquante de la fin du XXème siècle, irrigue l'ensemble de l'économie obligeant de nombreux secteurs à s'adapter. De nouvelles batailles industrielles se profileraient à l'horizon 2030 afin de partager la valeur dégagée dans cet écosystème numérique, où s'opposeraient des intérêts privés, mais également des intérêts publics.

En outre, l'étude prévoit une montée de tensions provoquée par l'Internet, entre les gouvernements, les grands acteurs du numérique (Google, Amazon, Facebook, Apple, etc.) et les internautes. Les



enjeux éthiques de l'utilisation d'internet et des données personnelles et les questionnements relatifs à la sécurité des systèmes d'information pourraient provoquer des ruptures dans le développement du cyber-monde.

A travers cette étude, destinée à soutenir l'Europe afin de dépasser ses faiblesses structurelles et d'entrer dans une bataille numérique dominée, aujourd'hui, par les Etats-Unis, les auteurs formulent une multitude de recommandations. Il s'agit entre autres de :

- *Soutenir la réindustrialisation de l'Europe dans le numérique, en identifiant les plateformes émergentes liées à l'Internet des objets et à la robotique, et en accompagnant leur développement industriel à l'échelle européenne ;*
- *Traduire sur internet les principes généraux du droit : si Internet a pu bénéficier d'exemptions, sa diffusion massive et l'imbrication de plus en plus forte des mondes matériel et immatériel l'imposent désormais ;*
- *Etablir des principes généraux de partage de la valeur dans les transactions numériques et redéfinir les règles fiscales applicables sur la base de ces transactions dont le suivi et le traitement sont rendus aujourd'hui possibles ;*
- *Anticiper les mutations industrielles et les nouvelles organisations du travail en termes de normes, de droits, de fiscalité et de localisation et adapter le droit en conséquence, en particulier celui du travail ;*
- *Mettre en œuvre de façon volontariste le numérique dans la santé et l'éducation ;*
- *Construire une politique française d'e-inclusion et de cohésion sociale numérique pour endiguer la montée des disparités sociales liées au numérique.*

► **Foresight in Governments: Practices and Trends around the World/** European Union Institute for Security Studies,(EUISS), 2013

Source :

www.iss.europa.eu/fileadmin/euiss/documents/Books/Yearbook/2.1_Foresight_in_governments.pdf

Tags : Sciences | Techniques | Prospective | Méthodes prospective | Futur | Scénarios |

Dans un contexte mondial complexe et globalisé où l'accès à l'information est inégal, être à l'écoute de son environnement est devenu indispensable afin de connaître, d'anticiper et piloter les affaires publiques. Dans cette perspective, les fonctions de veille, d'étude, de prospective et d'évaluation ont été mise en relief.

Cette étude comparative recense les différents outils et méthodes de prospective utilisés par les pays dont notamment la méthode Delphi, horizon scanning, trend impact analysis...). Elle met en relief l'évolution de la prospective (Normative, Explorative, Qualitative et quantitative). Cette discipline qui visait à déceler les tendances d'évolution, d'identifier les continuités, les ruptures par des modèles économétriques les différents futurs possibles, ne cesse d'introduire de nouveaux outils.

La prospective était auparavant utilisée dans le secteur de défense et militaire. Elle traite désormais de l'environnement, de la santé, du social et du technologique pour devenir de plus en plus interdisciplinaire et collaborative.

Plusieurs variables permettent de déterminer les acteurs fondamentaux de la prospective dans le monde. La première variable clé est financière. Plus les pays sont prospères, plus ils investissent dans l'identification de scénarios possibles de leurs futurs possibles. De plus, la prospective est souvent plus militaire que civile, compte tenu des budgets alloués en faveur des ministères de la Défense





ECONOMIE

► Les chaînes de valeur mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement/CNUCED, OCDE, OMC, 2013

Source

: http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2013overview_fr.pdf

Source : <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-group-in-north-africa-in-2013-promoting-resilience-and-inclusive-growth-12105/>

Tags : [Economie](#) | [Chaines de valeur mondiales](#) | [Investissement](#) | [Commerce](#) | [Développement](#) | [Pays en développement](#) |

L'émergence rapide des « chaînes de valeur mondiales » (CVM) ne cesse d'accélérer le processus global de mondialisation offrant de nouvelles perspectives pour la croissance, le développement et l'emploi.

Publié conjointement par l'OCDE, l'OMC, et la CNUCED, ce rapport souligne que dans les pays en développement, le commerce en valeur ajoutée contribue en moyenne au PIB national à hauteur de près de 30 %, contre 18 % dans les pays développés. Les chaînes de valeur mondiales peuvent également représenter pour les pays en développement un moyen important de renforcement de leurs capacités de production, notamment par la diffusion des nouvelles technologies et l'acquisition de compétences.

En effet, la réussite sur les marchés internationaux est étroitement liée à la capacité d'importer des intrants de haute qualité que la capacité à exporter les intrants intermédiaires. Ces derniers représentent à l'échelle mondiale plus de 60% des échanges de marchandises et 70% des échanges de services.

Le coût du protectionnisme en matière de commerce et d'investissement, de l'ouverture multilatérale des secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services constituent, dans un monde interconnecté, les bases d'une croissance

solide, durable et inclusive qui profite à tous les pays.

Selon le rapport, les réformes, entreprises en matière de facilitation des échanges, offrent un potentiel étendu de réduction du coût des échanges et de renforcement de la capacité des pays à participer aux chaînes de valeur mondiales. Une diminution de 1% des coûts des échanges augmenterait considérablement le revenu mondial de plus de 40 milliards de dollars, une augmentation estimée à 65% en faveur des pays en développement.

Ce rapport vise à aider les décideurs publics à mieux appréhender les possibilités et les difficultés associées au phénomène des chaînes de valeur mondiales notamment des économies en développement, en particulier les moins avancées. L'un des principaux défis à relever consiste à créer des emplois, à moderniser le secteur des technologies et à renforcer les capacités de production pour profiter des avantages du développement.

Quelques recommandations ont été citées dans le rapport. Il s'agit, entre autres, de

- L'importance de créer des synergies entre les politiques de commerce et de développement et les institutions compétentes ;
- La nécessité du développement des pactes de développement industriel régional ;
- L'opportunité de mettre en valeur des zones franches industrielles viables.





ENVIRONNEMENT

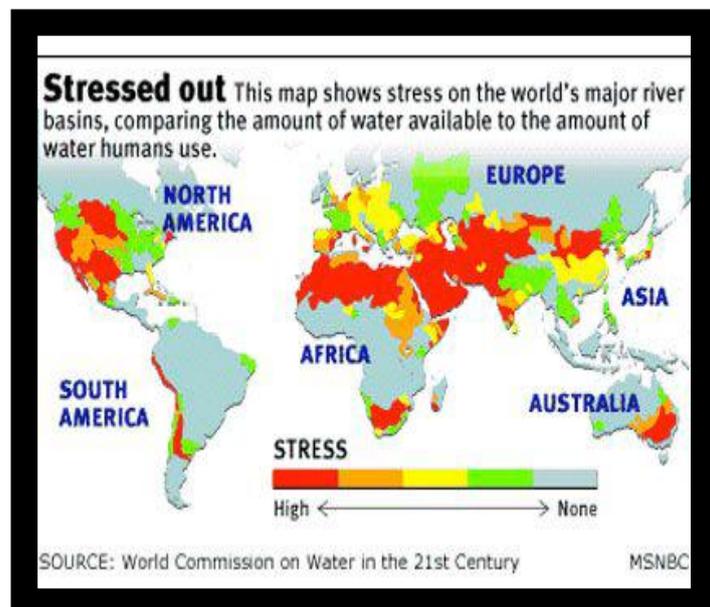
► **La diplomatie scientifique au service d'une meilleure gestion de l'eau pour l'agriculture, à l'heure du changement climatique** / la Mission pour la Science et la Technologie de l'Ambassade de France à Washington, 2013

Source : <http://www.ambafrance-us.org/>

Tags : Environnement | Diplomatie scientifique | Eau | Agriculture | Stress hydrique |

Selon ce rapport, publié par la Mission pour la Science et la Technologie de l'Ambassade de France à Washington, la problématique de l'eau est aujourd'hui au cœur des tensions internationales et des conflits liés au partage de cette ressource stratégique. De nombreuses menaces pèsent sur l'eau et risquent de compromettre l'avenir de l'Homme, notamment le changement climatique, l'urbanisation accélérée, la croissance exponentielle de la population mondiale et la pollution. Ces phénomènes ne sont pas dérisoires et ont tous des conséquences encore plus importantes sur l'avenir de l'eau. De plus, la gestion optimale des ressources hydriques constitue un enjeu majeur de notre présent et de notre avenir.

Les Etats-Unis connaissent des situations intenses de « stress hydrique », étant donné que la demande en eau est supérieure aux ressources disponibles. Le pays est amené à faire face à ce problème qui, probablement, représenterait un frein pour la première puissance agricole mondiale, très grande consommatrice d'eau (une consommation qui s'élève à plus de 2842 m³ par an). Le rapport rappelle que le changement climatique ne cesse d'intensifier davantage les risques d'une pénurie d'eau entravant les modes de gestion de cette ressource.



Le rapport souligne, également, que les Etats-Unis sont contraints de trouver urgemment des solutions efficaces et de prendre des décisions concrètes et adéquates, notamment à l'échelle internationale, malgré l'ampleur et l'évolution de leur cadre juridique et administratif.

Enfin, le rapport promeut la diplomatie scientifique pour résoudre des défis globaux, comme ceux de l'eau, surtout à l'heure des nouveaux enjeux économiques et met l'accent sur l'importance de l'utilisation de la science comme moyen d'influence « soft power ». La pratique de « la diplomatie scientifique » américaine est utilisée pour initier le dialogue avec les Etats rivaux en créant des relations scientifiques visant à faciliter les rapports politiques. « La diplomatie scientifique » permet également de renforcer les projets de partenariats scientifiques entre les pays.



► Screening Study: Ranking Port Cities with High Exposure and Vulnerability to Climate Extremes/OCDE

Source: <http://www.centre-cired.fr/spip.php?article548>

Tags : Environnement | Inondations | Réchauffement climatique | Villes côtières | Stress hydrique |

A travers cette étude, l'OCDE examine les risques d'inondation, provoqués par le réchauffement climatique et le développement économique, dans les grandes villes côtières à l'horizon 2050. En effet, les villes portuaires seraient les plus vulnérables aux inondations (menacées neuf fois plus), et ce, en raison de plusieurs facteurs.

L'étude estime que le coût qui en découlent pourrait atteindre 750 milliards d'euros par an d'ici 2050 pour les 136 plus grandes villes du monde, contre 4,5 milliards d'euros en 2005. Ce coût risquerait d'augmenter lors des prochaines décennies avec notamment les changements socio-économiques à l'œuvre.

A l'horizon 2050, plus de 20% des villes africaines seraient exposées aux risques des inondations, accentués par les conséquences du changement climatique sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

L'étude rappelle que les systèmes de protections côtières entreprises actuellement seraient inefficaces face au phénomène d'inondation. Les zones considérées comme protégées, telles que : Alexandrie en Egypte, Naples en Italie ou Sapporo au Japon, seraient des plus vulnérables. Ces impacts ont été évalués en se basant sur la montée du niveau moyen de la mer liée à la fonte des calottes glaciaires de 20 à 40 centimètres d'ici 2050.

Les villes les plus « à risque » aujourd'hui sont non seulement celles dans des pays en développement, mais également

dans les pays avancés. Il s'agit principalement de : Guangzhou (Chine), Miami, New York, La Nouvelle-Orléans, Mumbai (Inde), Nagoya (Japon), Tampa-St. Petersburg, Boston, Shenzhen (Chine), Osaka-Kobe (Japon), et Vancouver. Trois villes américaines, seulement, (Miami, New York et La Nouvelle-Orléans) sont responsables de 31 % des pertes évaluées dans ces 136 villes. En ajoutant Guangzhou, ces quatre principales villes représentent, à elles seules, 43% de la perte mondiale enregistrée en 2005.

Face à ces risques, l'OCDE recommande la mise en œuvre de politiques d'adaptation et d'aménagement du territoire, car en dépit des mesures prises pour limiter les dégâts potentiels des inondations, les pertes à venir s'avèrent plus élevées.

Les systèmes d'alerte précoce, les outils de planification de l'évacuation, des infrastructures plus souples associées à un soutien financier pour reconstruire l'économie sont autant de mesures qui pourraient être adoptés par les pouvoirs publics afin d'aider les villes à faire face aux catastrophes de l'eau.



► **Historic and future increase in the global land area affected by heat extremes**

/ Institut de Potsdam pour l'impact climatique, Université Complutense de Madrid

Source: <http://iopscience.iop.org/1748-9326/8/3/034018/article>

Tags : Environnement | Canicules extrêmes | Chaleur estivale | Gaz à effet de serre |

Le présent rapport, publié conjointement par l'Université Complutense de Madrid et le Potsdam Institute for Climate Impact Research Climate Analytics, se focalise sur les risques et les impacts de l'augmentation des canicules extrêmes sur la planète à la fin du siècle.

Cette étude prévoit la généralisation des vagues de chaleur estivales sur des régions de plus en plus vastes. Elle souligne que les étés les plus chauds d'aujourd'hui seraient les étés les plus froids en 2100.

La planète subit aujourd'hui des coups de chaleur estivaux dépassant de loin les moyennes habituelles. Ces chaleurs, qui pourraient s'abattre sur 85 % de la planète, ont été identifiées notamment en Europe (2003, 2007 et 2010), en Australie (2009) et aux États-Unis (2010, 2012). En 2020, cette tendance pourrait s'accroître.

L'étude rappelle que si les tendances à la hausse des émissions de gaz à effet de serre se poursuivaient, 85 % de la planète serait systématiquement soumise à des canicules estivales de grande ampleur, ce qui risquerait de compromettre la vie de l'humanité et des espèces vivantes.



◆◆◆ **POLITIQUE**

► **Refaire l'Europe : Esquisse d'une politique**

/ Think tank Synopia, 2013

Source: <http://www.synopia.fr/wp-content/uploads/2013/09/Rapport-Synopia-Europe1.pdf>

Tags : Politique | Union européenne | Zone euro **Erreur ! Signet non défini.** | Crises |

L'image de l'Union européenne, puissance civile et normative, est écornée par les crises qu'elle traverse : crise de dette souveraine, risque de la zone euro et crise de confiance en Europe ... La pertinence et la finalité du projet européen, dès lors, mises en doute.

Dans ce contexte fragile, le rapport remet en cause les fondements de l'Union européenne et sa capacité à jouer un rôle clé sur la scène mondiale.

Alors que les « crises » qui ont sillonnées l'histoire européenne ont toujours été le vecteur d'un surplus d'intégration, il est difficile, aujourd'hui, d'imaginer un scénario de sortie de cette crise indépendamment de la vitalité de la zone euro.

Dans ce sens, le rapport propose de transformer l'Union européenne, progressivement, en une zone véritablement intégrée, à travers des engagements fondamentaux mettant en œuvre des politiques économiques saines et convergentes, axées sur des instruments et outils efficaces de solidarité et sur des règles de gouvernance adéquates.

Pour arriver à dépasser sa crise, quelques renseignements ont été avancés par le rapport. Il s'agit entre autres de se doter de:

- Une Commission indépendante détentrice du droit d'initiative en matière législative, composée de personnalités désignées par les Etats membres;
- Une législation communautaire qui ne peut être modifiée par les parlements nationaux, mais qui est établie par des ministres responsables devant ces mêmes parlements;
- Une Assemblée parlementaire (ultérieurement devenue Parlement européen élu au suffrage direct) pour assurer la représentation directe des intérêts des citoyens de l'Europe.



INDEX DES TAGS

B

Bien-être.....	1
Bonheur.....	1

C

Canicules extrêmes.....	6
Chaines de valeur mondiales.....	4
Chaleur estivale.....	6
Commerce.....	4
Confiance.....	1
Crises.....	7
Croissance économique.....	4
Cyberespace.....	2

D

Développement.....	4
Développement économique.....	4
Développement Hunain.....	1

E

Economie.....	4
Economie numérique.....	2
Environnement.....	5, 6

F

Futur.....	3
------------	---

G

Gaz à effet de serre.....	6
---------------------------	---

I

Inondations.....	6
Internet.....	2
Investissement.....	4

M

Méthodes prospective.....	3
---------------------------	---

N

NTIC.....	2
Numérique.....	2

P

Pays en développement.....	4
Politique.....	7
Prospective.....	2, 3

R

Réchauffement climatique.....	6
-------------------------------	---

S

Santé mentale.....	1
Scénarios.....	3
Sciences.....	3
Société.....	1
Stress hydrique.....	6

T

Techniques.....	2, 3
Technologies.....	3

U

Union européenne.....	7
-----------------------	---

V

Villes cotières.....	6
----------------------	---

Z

Zone euro.....	7
----------------	---



